

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 23/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FRAISEN

7B rue Denis Papin
CEDEX 9
25000 Besançon

Références : -

Code AIOT : 0005900126

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2025 dans l'établissement FRAISEN implanté 7B rue Denis Papin CEDEX 9 25000 Besançon. L'inspection a été annoncée le 10/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de l'inspection des installations classées pour l'année 2025 et de l'action régionale sur les produits chimiques qui vise la prévention des incompatibilités et maîtrise des conditions de stockage.

La DREAL Bourgogne-Franche Comté a décidé de réaliser, en 2025, une action régionale sur la thématique « produits chimiques ». Elle est réalisée sous la forme d'une opération coup de poing au cours du 1er semestre 2025. Les inspections réalisées dans le cadre de cette action ont pour objectif de vérifier le respect de la réglementation relative aux conditions de stockages des produits dangereux dans les ICPE et notamment l'application des règlements REACH et CLP.

La présente inspection a consisté à contrôler, par sondage, le respect des conditions de stockage des produits chimiques, la présence de fiche de données de sécurité (FDS) conformes, et le respect des prescriptions des FDS des rubriques visant à prévenir tout risques liés à l'incompatibilité de produits entre eux. La visite a comporté une inspection visuelle des conditions stockages et d'étiquetage, ainsi qu'une inspection documentaire avec la consultation de l'état des stocks et de quelques FDS par sondage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRALSEN
- 7B rue Denis Papin CEDEX 9 25000 Besançon
- Code AIOT : 0005900126
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Sur son site de BESANCON, l'activité principale de FRALSEN est la fabrication de montres. Cette société y exploite des ateliers de travail mécanique des métaux et des ateliers de traitement de surface.

Par arrêté préfectoral n° 932 du 17 février 1982, FRALSEN (qui fait partie depuis le 1er octobre 2024 du groupe français Allinace des Compétences Industrielles) a été autorisé au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) à exploiter des installations classées sur des terrains de plus de 60 000 m² dont il était le propriétaire et sur lequel était implanté principalement un grand bâtiment de plus de 27000 m². Pour tenir compte de difficultés économiques importantes dues à la diminution de l'activité, FRALSEN a, dès 2010 décidé de vendre les terrains et le bâti de ce site et de devenir locataire sur une partie de ce site (environ 10 000 m² du bâtiment principal ainsi qu'une partie de parking extérieur sur lequel est implanté le local de stockage des produits utilisés par FRALSEN).

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Conditions de stockage et de manipulation	Règlement européen du 18/06/2020, article 1	Demande d'action corrective	2 mois
8	Produits incompatibles associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10	Sans objet
2	Gestion des produits	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	Sans objet
3	Aménagements des ateliers	Arrêté Préfectoral du 17/02/1982, article 3.2 alinéa 3	Sans objet
4	Mesures d'exploitation : contrôle d'accès au dépôts de certains produits	Arrêté Préfectoral du 17/02/1982, article 3.3 alinéas 3 et 4	Sans objet
5	Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6	Sans objet
6	Mesures de lutte contre l'incendie	Règlement européen du 18/06/2020, article 1	Sans objet
9	Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54 alinéa 3, 2 dernières phrases	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a mis en évidence une gestion satisfaisante des stockages des produits chimiques contrôlés par sondage : les données relatives aux fiches de données de sécurité des produits contrôlés (notamment les moyens d'extinction incendie appropriés et les consignes de manipulation) sont respectées. Toutefois, l'inspection a mis en évidence que les armoires utilisées pour le stockage des acides (petites quantités) sont intégralement (y compris leur fond) en acier 1.0038, qui n'apparaît pas approprié pour servir de rétention pour le stockage de certains acides (au regard notamment de la FDS de l'acide nitrique).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10
Thème(s) : Actions régionales, Plan général des stockages
Prescription contrôlée :

Article 10-

« L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

« Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 tels que définis à l'article 2 [...] sont systématiquement à considérer dans ce recensement.

« L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan de l'ensemble des cuves de l'installation précisant, pour chacune d'elle, ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.). Ces plans sont tenus à jour. »

Constats :

L'exploitant a effectué le recensement des zones à risques de son établissement, qui comporte notamment les différents locaux de stockage des produits dangereux. Lors de l'inspection, il est signalé à l'exploitant qu'il serait judicieux que sur les plans apparaisse la nature des catégories de produits stockés dans chaque secteur du "local ingrédient", étant précisé que la visite de terrain a mis en évidence que cette information est affichée au niveau de l'accès à ces secteurs (local ou partie de local). Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis une mise à jour datée du 05/05/2025 de son "plan général RDC" intégrant ces informations.

Pour ce qui concerne le plan des cuves, la société dispose d'un plan de l'atelier de traitement de surface avec une numérotation de chacune des cuves exploitées tenant compte de la ligne concernée et de l'emplacement de la cuve au sein de cette ligne.

Sur la base des références d'une cuve répertoriée sur le plan, l'exploitant peut obtenir l'ensemble des caractéristiques du bain contenu dans cette cuve.

Dans l'atelier de traitement de surface, les bains sont étiquetés avec les pictogrammes fléchés par l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS). En particulier chaque étiquette comporte un triangle pointe en bas dont la couleur correspond à un groupe de produits. Les couleurs associées aux groupes présents sur le site sont le rouge pour les acides, le bleu pour les bases et le vert pour les cyanures. Pour chaque bain est affiché à côté des étiquettes type INRS une fiche d'instructions techniques comportant notamment des rubriques "Responsabilités et équipements pour les manipulations", "Conseils de prudence", "Risques pour la santé", "Premiers secours".

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion des produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8

Thème(s) : Actions régionales, Etat des matières stockées

Prescription contrôlée :

Article 8

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence dans l'installation de substances ou mélanges dangereux est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.

Constats :

L'exploitant dispose d'un registre des stocks en lien avec la gestion des commandes des substances et produits dangereux nécessaires à l'exploitation de toutes les installations du site. Ce tableau a été mis à jour à la date de l'inspection. Il comporte 40 références de produits répartis par "gisement" (nom donné par l'exploitant au divers zones de stockage). L'exploitant précise que ce tableau est mis à jour par le magasinier .

Par sondage, la cohérence entre l'état des stocks et le stockage réel a été contrôlée pour 3 produits : l'acide chlorhydrique $x \geq 25\%$, l'acide sulfurique $x \geq 51\%$ et l'acide nitrique $26,5 \leq X < 65\%$. Les quantités présentes sur le site étaient en cohérence avec l'état des stocks présenté en tenant compte de la potentielle utilisation de ces produits depuis.

L'exploitant signale qu'il effectue la gestion des produits chimiques de son site en utilisant l'application SEIRICH développée par l'INRS.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Aménagements des ateliers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/1982, article 3.2 alinéa 3

Thème(s) : Risques accidentels, Aménagements des ateliers

Prescription contrôlée :

3.2. Aménagement des ateliers

[...] Les réserves de cyanures, d'acide chromique et de sels métalliques seront entreposées à l'abri de l'humidité. Le local contenant le dépôt de cyanures ne devra pas renfermer de solutions acides. Les locaux devront être pourvus de fermeture de sûreté.

Constats :

L'exploitant rappelle que depuis l'arrêté préfectoral d'autorisation de 1982, l'activité a été considérablement réduite sur le site et que le volume total des bains cyanurés est actuellement

de 1605 litres (positionnés par l'exploitant sous la rubrique 2565.1) et celui des autres bains de traitement surface fixés à 5580 litres (2675 de bains concentrés, 925 litres de rinçage mort et 1980 litres de rinçage courant). L'arrêté de 1982 autorise un volume de bains pour les installations de traitement de surface de 27 200 Litres.

Il précise en particulier qu'il n'est plus fait usage d'acide chromique sur le site. Les prescriptions relatives à cet acide de l'arrêté préfectoral de 1982 ne sont donc plus appropriées à l'exploitation actuelle de cet établissement.

L'exploitant signale qu'il a finalisé le porter à connaissance des modifications (à la baisse avec limitation de l'implantation géographique) des activités du site par rapport à celles autorisées. Il précise que la plus importante activité de traitement de surface du site consiste en la réalisation de placage de nickel après dégraissage à la soude.

Lors de la visite de terrain, par sondage il est vérifié que le local dans lequel sont stockés les cyanures ne comporte aucun stockage de solutions acide. Ce local à l'abri des intempéries n'est accessible qu'à un nombre limité de personnel formé (personnel de maintenance et le responsable "finition et chimiste").

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures d'exploitation : contrôle d'accès au dépôts de certains produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/1982, article 3.3 alinéas 3 et 4

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures d'exploitation

Prescription contrôlée :

3.3. Exploitation

[...]

Seul le préposé responsable aura accès au dépôts de cyanures, d'acide chromique et de sels métalliques.

Celui-ci ne délivrera que les quantités strictement nécessaire pour ajuster la composition des bains : ces produits ne devront pas séjourner plus de 24 h dans les ateliers.

Constats :

Comme indiqué au point de contrôle précédent cette prescription sera modifiée (pour ce qui concerne l'acide chromique) pour tenir compte du porter à connaissance des modifications d'exploiter en cours de finalisation.

Les zones de stockage des produits chimiques neufs (avant utilisation dans l'atelier de traitement de surface) sont implantées dans le local ingrédient (local disjoint des ateliers de production). Ces zones de stockage sont fermées à clef et ne sont accessibles qu'à un nombre limité de personnel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6
Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.6 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)</p> <p>La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) identification de la substance/préparation et de la société/ l'entreprise ; 2) identification des dangers; 3) composition/informations sur les composants; 4) premiers secours; 5) mesures de lutte contre l'incendie; 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle; 7) manipulation et stockage; 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle; 9) propriétés physiques et chimiques; 10) stabilité et réactivité; 11) informations toxicologiques; 12) informations écologiques; 13) considérations relatives à l'élimination; 14) informations relatives au transport; 15) informations relatives à la réglementation; 16) autres informations.
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, les FDS de 3 acides sont demandées à l'exploitant : l'acide chlorhydrique $x \geq 25\%$ stocké en bidons de 5 litres, l'acide sulfurique $x \geq 51\%$ stockés en bidon de 5 litres, et l'acide nitrique 26,5% x 65 % stocké en bonbonne de 27 kg.</p> <p>La FDS de l'acide chlorhydrique $x \geq 25\%$ dont dispose l'exploitant est la version 4.0 de la FDS établie par le fournisseur du produit. Cette version 4.0 est datée du 18/01/2023 et comporte les 16 rubriques requises.</p> <p>La FDS de l'acide sulfurique $x \geq 51\%$ dont dispose l'exploitant est la version 3 de la FDS établie par le fournisseur du produit. Cette version 3 est datée du 26/07/2022 et comporte les 16 rubriques requises.</p> <p>La FDS de l'acide nitrique 26,5% x 65 % dont dispose l'exploitant est la version 5.0 de la FDS établie par le fournisseur du produit. Cette version 5.0 est datée du 16/03/2022 et comporte les 16 rubriques requises.</p> <p>Il est en particulier noté pour chacune de ces 3 FDS que la rubrique 1.1 mentionne, conformément à l'article 6 du règlement REACH, le numéro d'enregistrement de la substance sous la forme 01-</p>

NNNNNNNNNNNN-NN-NNNN .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mesures de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/06/2020, article 1
Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)
Prescription contrôlée : Règlement (UE) 2020/878 modifiant l'annexe II du règlement (CE) no 1907/2006 Exigences concernant l'établissement de la fiche de données de sécurité : 5.1 mesures de lutte contre l'incendie;
Constats : La FDS de l'acide sulfurique $x \geq 51\%$ indique que le produit est non combustible et que les moyens d'extinction sont à choisir en fonction des incendies environnants : eau pulvérisée, mousse, poudre sèche ou CO ₂ . La FDS de l'acide chlorhydrique $x \geq 25\%$ mentionne la nécessité d'utiliser des moyens d'extinction appropriés aux conditions locales et à l'environnement proche étant précisé qu'il est mentionné "aucun" dans la partie "moyens d'extinction inappropriés". La FDS de l'acide nitrique $26,5\% \leq X < 65\%$ indique comme moyens d'extinction "CO ₂ , eau pulvérisée". La visite de terrain met en évidence la présence de plusieurs extincteurs à proximité des zones de stockages des produits dangereux et l'exploitant justifie qu'il dispose depuis janvier 2025 d'un certificat N4 pour les moyens d'extinction de type extincteurs mis en place sur son site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Conditions de stockage et de manipulation

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/06/2020, article 1
Thème(s) : Actions régionales, Produits incompatibles
Prescription contrôlée : Règlement (UE) 2020/878 modifiant l'annexe II du règlement (CE) no 1907/2006 Exigences concernant l'établissement de la fiche de données de sécurité : 7.1.1 : recommandations de manipulation 7.2 : conditions de stockage et prise en compte des éventuelles incompatibilités ;
Constats :

La visite de terrains a mis en évidence que ces 3 produits sont stockés en faibles quantités (3 bonbonnes d'acide nitrique, 1 bidon d'acide sulfurique et 2 bidons d'acide chlorhydrique) dans deux armoires à fermeture à clés dédiées spécifiquement à des produits acides et équipées d'une rétention intégrée. Une des deux armoires est prévue uniquement pour le stockage de l'acide nitrique et l'autre pour le stockage de 3 acides (acide chlorhydrique, acide sulfurique et acide acétique).

Le point 7.2 de la FDS de l'acide nitrique $26,5\% \leq X < 65\%$ mentionne :

"Mesures techniques/conditions de stockage : conserver dans un endroit frais et bien ventilé. stocker à l'écart de toute source de chaleur, d'ignition et à l'abri du rayonnement solaire direct. conserver dans un endroit avec un sol résistant aux acides.

Matériel d'emballage :

matières appropriée : acier inoxydable (ex : PVC, PTFE, verre)

Matériaux inappropriés : métaux acier ou carbone polypropylène"

La partie du local ingrédient dans laquelle sont implantées les 3 armoires de stockage des produits acides est à l'abri du rayonnement solaire, bien ventilée et à l'écart de source de chaleur. Les armoires utilisées pour le stockage des acides sont en acier 1.0038. Le fond de ces armoires qui sert également de rétention intégrée à ce type d'armoire est également en ce matériau, qui n'apparaît pas approprié pour le stockage de certains acides (à minima l'acide nitrique).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de modifier, sous deux mois, les conditions de stockages des faibles quantités d'acides liquides utilisées sur le site pour qu'elles respectent les conditions de stockage imposées par les FDS des produits stockées, en particulier pour ce qui concerne les matériaux utilisés pour les armoires et leurs rétentions associées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Produits incompatibles associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54

Thème(s) : Actions régionales, Rétention

Prescription contrôlée :

- article 54 : « Les capacités de rétention sont conçues [...] pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'installation de traitement de surface concernée et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mélanger (cyanure et acide, hypochlorite et acide, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.) [...] »

« Les réacteurs de décyanuration et de déchromatation sont munis de rétentions sélectives, avec un déclencheur d'alarme en point bas. L'ensemble de l'ouvrage épuratoire est construit sur un

revêtement étanche et inattaquable, dirigeant tout écoulement vers un point bas muni d'un déclencheur d'alarme.

« La détoxification d'effluents cyanurés et le stockage de bains usés cyanurés ou concentrés cyanurés sont implantés de manière à éviter toute possibilité de stagnation de vapeurs ou gaz toxiques. »

- rubrique 10.5 de la FDS : matières incompatibles

Il y a lieu de mentionner les familles de substances ou de mélanges, ou les substances spécifiques, telles que l'eau, l'air, les acides, les bases, les agents oxydants, avec lesquelles la substance ou le mélange pourrait réagir en

généralisant une situation dangereuse (par exemple une explosion, un rejet de matières toxiques ou inflammables, ou une libération de chaleur excessive) et, le cas échéant, de décrire brièvement les mesures à adopter pour gérer

les risques associés à ces dangers

Constats :

Il n'est pas constaté dans les armoires "produits acides" de stockage d'autres produits mentionnés comme incompatibles dans la partie 10 des 3 FDS sélectionnées. Ces armoires ne comportent que des stockages de produits acides. Les FDS des acides sélectionnées ne mettent pas en évidence d'incompatibilités entre ces acides aux concentrations présentes.

Toutefois, il est noté au point 10.5 de la FDS de l'acide sulfurique "Corrosion de nombreux métaux avec dégagement d'hydrogène". La réaction avec les métaux en libérant de l'hydrogène est également mentionnée au point 10.3 de la FDS de l'acide nitrique et de l'acide chlorhydrique.

Ces informations doivent également être prises en compte dans le choix de l'exploitant des modifications de stockage sollicitées au point de contrôle précédent.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de modifier, sous deux mois, les conditions de stockages des faibles quantités d'acides liquides utilisées sur le site pour qu'elles respectent les conditions de stockage et les informations de stabilité et réactivité" précisées par l'ensemble des FDS des produits stockés. L'exploitant devra pouvoir notamment justifier que le type d'armoires de stockage retenu est bien adapté au regard de l'ensemble de ces informations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54 alinéa 3, 2 dernières phrases

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques – chauffage des bains
Prescription contrôlée : Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Ces dispositifs sont régulièrement contrôlés et systématiquement après tout arrêt prolongé d'activité.
Constats : L'exploitant indique que toutes les cuves de traitement de surface dans lesquelles un liquide est chauffé dispose d'une sonde de température et d'un dispositifs de sécurité de type sonde de niveau bas qui permet, en cas de détection de manque de liquide d'arrêter le chauffage de la cuve. Le test réalisé au niveau de la cuve 22 n'a pas montré de dysfonctionnement. L'exploitant précise qu'une vérification interne de ses dispositifs de type sonde de niveau bas est réalisée toutes les 3 semaines.
Type de suites proposées : Sans suite